



Déclaration de politique générale du Gouvernement, 16 septembre 2008

Majestés, Altesses Royales, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les députés,

L'image que l'on fournit de la Suède varie. Varie en fonction de chaque individu. En fonction de l'endroit où il est. En fonction de l'étape de l'existence dans laquelle il se trouve, de sa situation familiale ; en fonction de l'activité qu'il exerce. Elle n'est pas la même pour le résident d'une maison de retraite de Jönköping, pour la jeune fille travaillant comme soudeuse à Kiruna, pour les enfants des établissements scolaires de Landskrona ou les chefs d'entreprises de Skara.

Si l'un des volets de la politique consiste à capter et analyser les différentes images que fournissent les citoyens de notre époque, l'autre consiste à leur apporter des réponses. Des réponses sur la manière d'améliorer la Suède. Sur la manière de résoudre les problèmes éprouvés.

Cela exige, par voie de conséquence, d'être en mesure de replacer la politique dans un contexte. Un contexte visant à s'attacher la confiance des gens par une idée. Une idée sur ce que l'on entend faire, sur la manière d'y parvenir et sur les personnes que l'on entend investir.

Le peuple suédois a confié au Parti modéré, au Parti du centre, au Parti libéral et aux Démocrates-chrétiens le soin de gouverner la Suède. Nous entendons gérer au mieux ce capital de confiance. Nous le faisons en nous fondant sur l'homme et ses valeurs. Avec l'humilité qu'exige le capital de confiance qui nous a été accordé.

Permettre à un nombre toujours plus grand de sentir qu'il a une place dans notre pays. Mettre à profit le potentiel humain de ce dernier. Donner à chacun les moyens de s'épanouir en fonction de ses facultés. Voilà l'idée que nous nous faisons de la Suède.

Nous croyons dans la force et la volonté immanentes des individus à prendre des responsabilités. Nous souhaitons qu'un plus grand nombre soit en mesure de voler de leur propres ailes et de ressentir du plaisir à survenir à leurs propres besoins par un travail. Des personnes toujours plus nombreuses doivent avoir le sentiment d'apporter leur contribution à la construction de l'édifice commun et d'être payées en conséquence.

Nous souhaitons voir nos enfants s'enrichir de connaissances, être dignement traités et devenir des jeunes responsables dans le système éducatif suédois. Voir nos aînés éprouver un sentiment de sécurité dans

leur prise en charge et voir le système de santé fonctionner de manière satisfaisante. Nous souhaitons voir le système judiciaire faire face à la violence, à la délinquance et à l'usage de la drogue.

Il y a deux ans, dans sa déclaration de politique générale, le gouvernement présentait les grandes lignes de sa politique et ce qu'il considérait être sa tâche tout au long de son mandat. Ceci continue d'être valable.

Réhabiliter la valeur travail et lutter contre l'exclusion, voilà ce que l'Alliance pour la Suède promettait avant tout aux électeurs des législatives de 2006. C'est pour rendre le travail plus rentable, inciter plus de chefs d'entreprises à embaucher et voir se multiplier le nombre des entreprises à naître, croître et rester en Suède que nous avons gagné le soutien du peuple suédois. Nous voulions ainsi faire en sorte qu'augmente le nombre de celles et ceux à avoir travail et salaire, mais également que se renforce le système suédois de protection sociale.

Nous n'accepterons jamais de voir des femmes et des hommes ne pas ressentir ce sentiment d'appartenance que procure le travail, être incapables d'exercer une influence et de prendre des responsabilités. Peu de fossés sont aussi larges que celui existant entre les inclus et les exclus. Ce n'est que lorsque l'homme sent qu'il peut se rendre utile pour lui-même et les autres que nous parvenons une société inclusive, placée sous le signe de la sécurité, de la communauté, de la tolérance et de l'ouverture.

C'est une question d'identité et de communauté. De besoin de puissantes communautés que sont famille et amis, mais également le monde professionnel. La vitalité des hommes s'exprime par leur faculté à pouvoir décider de leur propre vie et avoir le courage de s'occuper d'autres qu'eux-mêmes. Celles et ceux se sentant délaissés n'ont pas non plus le courage d'apporter leur contribution.

On a laissé l'exclusion s'amplifier pendant trop longtemps en Suède. Femmes et hommes étaient renvoyés de mesures et systèmes d'indemnisation sans soutien ni incitations à trouver du travail. Cette évolution partageait la Suède en deux camps. Elle minait l'amour-propre mais également la foi en l'avenir de ces femmes et ces hommes.

C'est pas à pas que, pour les enseignants, les métallurgistes, les infirmières et les autres actifs de notre pays, nous rétablissons aujourd'hui la valeur travail. C'est pas à pas que nos réformes nous permettent de faire passer de l'exclusion à l'inclusion un nombre toujours plus important de femmes et d'hommes.

Deux années se sont écoulées. Nous pouvons nous réjouir de constater que la lutte contre l'exclusion a été marquée par plusieurs revirements de tendance. Le nombre des personnes en chômage, en arrêt de travail ou faisant l'objet de mesures de reclassement a diminué de manière marquante. Un nombre record de personnes s'est vu donner la possibilité de trouver un emploi. De nouveaux emplois ont vu le jour dans des régions de Suède jusqu'ici profondément touchées par les fermetures d'entreprises. À cela, nous pouvons ajouter que nous avons assisté en 2007, et ce pour la première fois depuis trois décennies, à l'inversion du nombre depuis longtemps croissant de personnes percevant une allocation de maladie ou d'activité.

Le travail accroît la force de la Suède. Les efforts d'un chacun nous donne la possibilité de mettre l'accent sur la sécurité dans le bien-être. Si toute heure de travail donne droit à un salaire, elle procure également des revenus pour les enseignements scolaire et préscolaire ainsi que pour la prise en charge médicale. Toute heure de travail assure de meilleures retraites aux retraités vivant en Suède.

Tout se tient. L'emploi et le bien-être. Le travail procure des revenus fiscaux. Ces revenus sont nécessaires pour assurer le bien-être. Nous avons engagé notre action pour réhabiliter la valeur travail. Nous nous devons maintenant de la poursuivre.

Une évolution économique positive en constitue le fondement. Avoir les moyens d'agir sur sa propre existence génère de plus grandes possibilités pour l'individu et sa famille. C'est ce qui explique que la santé des finances publiques continue d'être la pierre angulaire de la politique gouvernementale. Une politique responsable nous donne les moyens de poser des bases stables pour l'avenir.

Petite économie ouverte, la Suède, de par l'importance de sa dépendance commerciale, est rapidement frappée par les événements de son environnement. Ce dont nous sommes plus particulièrement les témoins aujourd'hui, quand des pans entiers de la planète sont confrontés à des problèmes économiques croissants.

Suite à l'inquiétude croissante des marchés financiers, les nuages qui planaient au-dessus de l'économie mondiale se sont accumulés cet été. L'inflation a parallèlement augmenté, essentiellement du fait de la flambée mondiale des prix, sur les denrées alimentaires et l'énergie notamment.

En Suède, nous avons appris l'importance de règles et objectifs précis en matière de politique financière et budgétaire. Une procédure budgétaire stricte, la recherche de finances publiques excédentaires, le plafonnement

des dépenses et les contraintes d'équilibre budgétaire imposées aux municipalités crée une fiabilité dans la politique économique suédoise. Un cadre auquel nous accordons beaucoup de valeur.

Une politique économique responsable et de solides finances publiques nous donnent les moyens de faire face à l'inquiétude régnant sur l'économie mondiale. Ceci, conjugué à une politique en faveur du développement de l'emploi et un entrepreneuriat accru, nous rend moins sujets au fléchissement actuel de la conjoncture. La Suède peut mieux faire face aux rafales qui s'abattent quand la tempête fait rage dans notre environnement.

Les excédents publics suédois sont équivalents aux déficits des pays de son environnement proche. L'objectif fixé d'un excédent de 1 % sera dépassé dans les années à venir. La dette publique est remboursée à un rythme poussé. Ne transmettant plus ainsi notre dette à nos enfants et petits-enfants, nous veillons à rembourser ce que nous devons. Parallèlement, nous sommes mieux armés pour renforcer la politique de l'emploi et de la croissance.

C'est sur de solides finances publiques que se fonde cette démarche. Le besoin de faire face au fléchissement actuel de la conjoncture, les ambitions du gouvernement en matière d'emploi l'ont amené à proposer cet automne trois paquets de réforme :

Le premier en faveur de l'emploi et de l'entrepreneuriat.

Le second pour préparer l'avenir de la Suède.

Le troisième en faveur d'un renforcement de la société de bien-être.

Dans son paquet emploi, le gouvernement continue de reconnaître la valeur travail et de rendre l'entrepreneuriat plus attrayant.

Travailler doit être rentable. Il importe que les actifs aient le sentiment qu'il vaut la peine de travailler. Pour renforcer la valeur travail et lutter contre l'exclusion, le gouvernement proposera une troisième phase dans les crédits d'impôts accordés au titre de l'insertion professionnelle et une réduction de l'impôt d'État sur les revenus.

Une nouvelle réduction d'impôts sera opérée, à compter du 1^{er} janvier prochain, sur les revenus de l'ensemble des actifs. D'autant plus sensible que les revenus sont faibles. Cette proposition porte sur un total de 15 milliards de couronnes. Nous aurons alors accompli un pas de plus sur la voie d'une amélioration de la valeur travail. Cela laissera davantage de revenus à l'ensemble de ceux qui travaillent et contribuent au bien-être

de notre pays. Et de disposer d'un peu plus d'argent pour organiser leur vie de tous les jours.

Le gouvernement abaissera également les charges patronales et les impôts sur les sociétés. À ceci viendront s'ajouter d'importantes simplifications réglementaires qui réduiront la charge administrative des entreprises. Ces mesures renforceront la volonté d'investir et de procéder à de nouvelles embauches. Des chefs d'entreprises toujours plus nombreux auront la possibilité d'offrir des emplois à l'ensemble de ceux qui souhaitent se rendre utiles.

Des incitations accrues au travail. De meilleures conditions pour les chefs d'entreprises installés en Suède. À ceci viendront également s'ajouter d'autres réformes à long terme en faveur de l'économie et du marché du travail suédois. Voilà pourquoi le gouvernement, comme il l'avait promis, renforce son action dans le domaine de la concurrence. Nous présenterons, dans l'enseignement scolaire, une stratégie en faveur de l'entrepreneuriat et mènerons à bien, dans l'enseignement supérieur, une action spécifique visant la formation des futurs chefs d'entreprise. Dernier point enfin, mais non le moindre, nous poursuivrons les travaux de réforme visant à faciliter l'accès à l'emploi des jeunes et des personnes nées à l'étranger.

Dans son paquet pour préparer l'avenir de la Suède, le gouvernement fait d'importants investissements en faveur de la croissance à venir du pays.

Tout enfant a droit à une jeunesse sereine et enrichissante. Voilà pourquoi le gouvernement se lance dans une action importante visant à améliorer la qualité de l'enseignement préscolaire. Nous élargissons l'enseignement préscolaire de manière à y inclure également les enfants de trois ans ; nous introduisons une allocation d'aide à l'enfance, un programme d'étude élargi et une formation continue pour enseignants et puéricultrices.

Ces mesures et nos réformes en matière de politique familiale – la prime à la parité et l'allocation parentale d'éducation – sont la preuve que nous acceptons de plein gré diversité, égalité des chances et liberté de choix. Nous reconnaissons pleinement les différences existant entre les familles et leurs besoins.

Peu de choses importent autant pour l'avenir qu'un enseignement offrant à chacun les moyens de s'épanouir en fonction de ses aptitudes. Voilà pourquoi le gouvernement poursuit ses améliorations de l'enseignement suédois en réformant les enseignements du second degré et en présentant un nouveau système de notation. De plus, nous élargissons le système des formations en apprentissage, prolongeons l'action en faveur de la revalorisation du métier d'enseignants et renforçons la formation professionnelle, d'une part en mettant en place un établissement d'enseignement supérieur technique et professionnel, de l'autre en

engageant une action en faveur de la formation professionnelle dans le cadre de la formation des adultes.

Accorder de bonnes conditions à la recherche ouvre les portes à l'innovation, contribue à la croissance et à un approfondissement des connaissances sur notre monde. Ce qui montre combien il importe que les actions engagées mettent l'accent sur une recherche de qualité, à la fois innovatrice et concurrentielle au niveau international. Souhaitant mettre la Suède à la pointe de la recherche, nous renforçons pour ce faire notre politique en faveur de la recherche scientifique et de l'innovation technologique. Les plus grands jamais entrepris, ces efforts porteront essentiellement sur la médecine, les technologies et le climat.

Maintenir et renforcer la compétitivité de la Suède suppose des conditions favorables permettant de faire le lien entre hommes et entreprises. Nous souhaitons qu'un plus grand nombre puisse arriver à l'heure au travail ou à la sortie de l'établissement préscolaire. Voir diminuer le nombre de ceux risquant de s'accidenter sur des routes en mauvais état. Nous souhaitons voir faciliter le transport des marchandises des entreprises.

Voilà pourquoi le gouvernement entend entreprendre des efforts importants pour améliorer les infrastructures ; notamment par le biais d'une action à très court terme rendant possible des investissements routiers et ferroviaires dans l'ensemble du pays.

D'importants investissements en faveur des sciences du climat et des sources d'énergie sont également au programme du paquet pour préparer l'avenir de la Suède. Nous entendons prendre notre part de responsabilités vis-à-vis des changements climatiques et assurer à la Suède de réussir pleinement dans une économie globalisée luttant efficacement contre les changements climatiques. En même temps que nous préservons notre approvisionnement énergétique et accroissons la part de nos énergies renouvelables. Nous faisons face à la menace climatique à travers une politique où croissance et développement durable vont de pair. Avec la volonté de montrer la voie, mais également la conviction que les efforts nationaux ne suffiront pas pour faire face à un problème mondial.

Grâce à la valeur travail instaurée par le gouvernement, nous sommes aujourd'hui en mesure de présenter un paquet en faveur de la société de bien-être.

L'augmentation du nombre des actifs nous a donné les ressources permettant à un plus grand nombre de faire profiter de nos réformes. Cette augmentation nous donne également les moyens de renouveler et d'améliorer nos activités du secteur social. Cette augmentation donne la

possibilité d'apporter un soutien à ceux qui ont le plus besoin d'une aide de ce secteur.

Si certains retraités vivant en Suède sont bien lotis, d'autres se voient contraints de vivre dans des conditions extrêmement précaires. Pour venir en aide aux personnes du troisième âge les plus mal loties, le gouvernement a, le printemps dernier, annoncé la mise en place d'un allègement fiscal spécial. Nous présentons maintenant un projet à la fois plus large et plus important qu'annoncé. Contenant les améliorations les plus sensibles pour les plus défavorisés, mais également des réductions d'impôts pour la majorité des retraités vivant en Suède.

Les actions en faveur des personnes souffrant de maladies mentales ont, pendant de nombreuses années, fait défaut. Nombreux sont ceux à n'avoir pu obtenir les soins psychiatriques et le soutien dont ils avaient besoin. C'est un constat de faillite pour une société de bien-être moderne.

Le gouvernement a mené à bien un certain nombre d'actions pour renforcer la psychiatrie. Nous les poursuivons maintenant en en proposant de nouvelles pour améliorer la situation des personnes souffrant de maladies mentales.

Notre action porte essentiellement sur le renforcement des soins psychiatriques et la prise en charge des malades d'un certain nombre de secteurs : la psychiatrie infanto-juvénile, le soutien à un emploi productif pour les personnes souffrant de troubles mentaux, la formation et le développement des compétences des personnes employées dans les activités de soins et de soutien ainsi que le développement de la qualité.

En marge de ceci, le gouvernement poursuit son travail de réforme visant à promouvoir les droits du patient, accroître la qualité des soins et augmenter la diversité dans le cadre de notre système de santé financé par le biais de l'impôt.

Toute personne vivant en Suède doit avoir droit à des soins de qualité fournis dans des délais raisonnables et correspondant à ses besoins. Pour permettre au système de santé de partir des besoins du patient, le gouvernement affecte des ressources – un milliard de couronnes - visant à réduire les temps d'attente dans les soins de santé. Le milliard de couronnes destiné à la réduction des temps d'attente – autre action du gouvernement – se voit par ailleurs prolongé. Nous avons ainsi posé la pierre angulaire ayant permis à nombre toujours plus grand d'avoir un travail et un salaire, mais aussi d'améliorer le niveau de bien-être de la société suédoise.

Aujourd'hui, plusieurs pas sont également accomplis dans nos efforts visant à garantir un accueil de qualité aux personnes du troisième âge nécessitant des soins.

L'ensemble des réformes du gouvernement permettront ainsi aux collectivités territoriales de se voir accorder, au titre des améliorations destinées à la société de bien-être, un total de 6 milliards de couronnes pour l'exercice prochain. Des efforts qui montrent clairement qu'il est possible de réaliser des réformes permettant d'accroître la sécurité des activités essentielles de la société de bien-être.

Le gouvernement poursuit également ses efforts pour améliorer la lutte contre la délinquance. Il s'agit d'une amélioration de l'ensemble de la chaîne du système judiciaire. Des policiers et procureurs à l'administration pénitentiaire en passant par les juridictions pénales. Il s'agit de se faire les défenseurs des principes de l'État de droit. De ne jamais fermer les yeux en cas d'agression et de défendre une société où tous les humains sont égaux devant la loi et dans laquelle la loi suédoise, où que l'on se trouve, est la même pour tous.

La Suède doit rester un pays d'ouverture, où représentants des différentes cultures et religions doivent pouvoir vivre côte à côte. Où nous reconnaissons l'aspect positif de ce qu'il est convenu d'appeler la mondialisation, mais où nous nous montrons résolus dans la lutte contre ses dérives que sont la criminalité internationale, la traite des êtres humains et le terrorisme. La force de la Suède, nous la forgeons en la fondant certes sur notre quotidien, mais en étant aussi animés d'une détermination avérée et d'une disposition à porter notre regard au-delà de nos frontières.

L'agression perpétrée par la Russie contre l'État géorgien met encore plus clairement en lumière l'importance d'une politique étrangère, de défense et de sécurité ambitieuse. L'évolution de la situation dans le Sud-Caucase illustre combien il importe de défendre le droit international et de souligner que ses règles s'appliquent à tous de la même manière. Les événements dont nous avons été les témoins constituent une atteinte portée à l'ordre juridique international.

La Suède approuve pleinement le soutien apporté par l'Union européenne à l'intégrité territoriale de la Géorgie et les appels exigeant de la Russie qu'elle respecte le plan de paix en six points élaboré pour la région. La crise géorgienne a également accru la nécessité d'un renforcement de la politique de l'UE vis-à-vis de ses voisins orientaux, en particulier de l'Ukraine.

La sûreté et la sécurité extérieure de notre pays reposent sur une communauté et une coopération avec des pays tiers. On note, au Parlement, l'émergence d'un large consensus sur le fait que notre pays ne restera pas les bras croisés pour la cas où un autre État-membre de l'UE

ou un autre pays nordique serait victime d'une catastrophe ou d'une agression. La Suède s'attend, en contrepartie, à ce que ces pays agissent de manière identique pour le cas où ce serait elle qui en serait victime.

Les actions internationales de la Suède pour la paix sont l'objet d'un large consensus. La Suède poursuivra le renforcement de sa capacité à participer aux opérations organisées dans le monde en faveur de la paix et de la stabilité. La coopération nordique en matière de stabilité et de sécurité dans notre environnement proche sera renforcée.

L'Afghanistan mérite une attention toute particulière. La manière dont les événements y évoluent continue d'être préoccupante. Large, l'engagement de la Suède y vise le long terme.

Ardent partisan du libre-échange, notre pays apportera son soutien à tout effort susceptible de faire aboutir le cycle de Doha.

Le gouvernement poursuit ses activités visant à lutter contre la pauvreté ainsi qu'à promouvoir la démocratie et le respect des droits de l'homme. Le renouvellement de notre politique en faveur du développement sera poursuivi. La Suède s'exprime de manière claire et univoque en faveur de la liberté et de la démocratie. Le gouvernement présentera un projet s'inscrivant dans le droit fil de cette position et visant à accroître l'aide accordée aux forces œuvrant contre l'oppression et en faveur du développement de la démocratie dans le monde.

Les plus déshérités sont aussi ceux à être les plus touchés par les changements climatiques de la planète. À la lumière de ce constat, le gouvernement fait, dans le cadre de son aide au développement, des efforts particuliers en faveur du climat de manière à contribuer de façon efficace à une action à long terme contre les changements climatiques et leurs effets dans le tiers monde.

Pleinement conscients du défi universel majeur que constituent les questions climatiques, nous nous devons de prendre des mesures au plan national, mais également de faire preuve du leadership nécessaire pour parvenir à une identité de vue large et visant le long terme en matière climatique.

Dans un an, la Suède prendra la présidence de l'UE. D'importantes activités sont actuellement en cours pour contribuer à sa préparation. En tant que pays assurant la présidence de l'UE, la Suède devra prendre une responsabilité toute particulière dans les activités visant à parvenir, l'un prochain à Copenhague, à un accord international sur le climat. Au nombre des autres tâches importantes incombant à la Suède pendant sa présidence figurent le renforcement de la coopération européenne dans la région de la Baltique et la poursuite de l'élargissement de l'Union.

Monsieur le Président,

Nous assumons nos responsabilités face à l'emploi et à l'économie suédoise. Nous assumons nos responsabilités face à la Suède. Ceci nous donne les moyens de pouvoir faire front au moment où l'inquiétude économique s'instaure à travers le monde. Cela pose les bases nous permettant de faire d'importants investissements en faveur de la croissance à long terme de la Suède, en faveur aussi de la formation, de la recherche et des infrastructures, mais également d'améliorer la qualité de la société de bien-être.

Une mission politique se transforme au fil du temps. Elle évolue avec les transformations de la société, mais aussi avec les espoirs et les craintes de ceux que la compose. Si principes, valeurs et idées ne cessent de garder leur propre valeur, ils doivent partir des défis du monde contemporain pour avoir un réel impact.

La Suède est un pays où les valeurs de liberté, responsabilité, sécurité et justice sont profondément ancrées. Ces valeurs, issues de notre histoire, ont été forgées par nos expériences et nos échanges. Nous les estimons importantes pour l'harmonie de nos existences, mais aussi pour le sentiment de justice éprouvé vis-à-vis du prochain.

Nous entendons défendre notre liberté nationale, notre démocratie, notre droit à une autonomie individuelle et les moyens nous permettant de nous épanouir en tant qu'êtres humains.

Nous entendons pouvoir être responsables de nos existences, de notre prochain, de notre nature et de notre monde extérieur.

Nous entendons voir nos filles et nos fils jouir des mêmes possibilités et des mêmes chances sociales de vie. Disposer des mêmes moyens de pouvoir choisir une profession, pourvoir à leurs propres besoins et éprouver un sentiment de sécurité dans leur vie de tous les jours.

Nous entendons nous voir garantir la sécurité de nos existences et de nos biens, mais aussi disposer d'un système performant de bien-être, à notre disposition quand nous en avons besoin.

Notre sens aigu de la justice se manifeste dans notre volonté d'honnêteté et de rentabilité du travail, mais aussi dans la sollicitude que nous témoignons à l'égard de notre prochain et plus particulièrement de ceux dans la difficulté.

Dans tout ceci se cristallise l'essentiel de ce que nous souhaitons que se caractérise la Suède. Des valeurs pérennes, posant les bases de ce qui nous

permet d'être fiers de notre place actuelle, de nos acquis, mais également d'éprouver de la curiosité sur ce que nous réserve l'avenir.

Nous fournissons aux femmes et aux hommes les moyens d'échapper à l'exclusion par l'emploi et aux entreprises ceux de trouver la voie de l'expansion. Nous tournons définitivement le dos à une évolution enfermant l'individu dans les pièges à chômage et lui ôtant ainsi tout moyen de participation.

C'est grâce à une politique en faveur de l'emploi et soucieuse de l'économie suédoise, profondément ancrée dans des valeurs pérennes, qu'il nous a été possible d'agir en faveur de l'emploi, du bien-être et de l'avenir. C'est de cette manière que nous poursuivrons notre action en faveur d'une Suède plus libre, plus sûre et plus humaine.